

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal du Liban

N° 156 du 12.02 au 04.03.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Pakistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libanais.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Avant propos

· Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

1 Lutte pour la libération du territoire

2 Politique

a) Politique Libanaise

b) Israélienne

3 Politique internationale

4 Dossier .

4-1 N.Raad : Sayed Nasrallah:"Nous occuperons la Galilée si l'ennemi nous attaque" _

4-2 L.Mazboudi : Manoeuvre du camp Hariri : va-t'en en guerre contre l'armement du Hezbollah.

4-3 Soraya Hérou : La peur a changé de camp.

4-1 Rafik Chekkat ; Grand Moyen-Orient, Guerres ou Paix ? Plaidoyer pour une révolution arabe.

5 Courrier des lecteurs & **trouvé sur le net** & témoignage

5-1 Claude Imbert au Liban : « Je suis un petit peu menteur ».

1 Lutte pour la libération du territoire

Les relents de la guerre

a) Liban

Souleymane à Barak: Nous sommes prêts à riposter à toute agression

Réagissant aux menaces du ministre de la guerre israélien Ehud Barak, le chef de l'Etat libanais le général Michel Souleymane a affirmé qu'une agression contre le Liban n'est plus une promenade.

Selon lui, les propos de Barak cachent des intentions israéliennes de lancer une nouvelle attaque, ce qui constitue une violation flagrante de la résolution 1701, que le Liban respecte et qu'Israël transgresse tous les jours.

Le Président libanais a par ailleurs estimé que les menaces de Barak s'inscrivent essentiellement dans le cadre « de relever le moral de ses troupes et d'encourager le nouveau chef d'état-major israélien, puisqu'il sait qu'une agression contre le Liban n'est plus une promenade. La meilleure preuve en est la guerre de 2006 et ses conséquences en Israël même. Cette guerre pousse Israël à faire de longs calculs avant de s'aventurer une nouvelle fois contre le Liban. »

Le chef de l'État a encore déclaré que si Barak croit pouvoir s'engouffrer dans les tiraillements internes libanais dus à la

formation du gouvernement pour exécuter son agression contre le Liban, il se trompe et ses plans se retourneront contre lui, car « les Libanais, avec leur armée, leur résistance et leur peuple, sont prêts à affronter toute agression contre leur pays, sa stabilité et sa sécurité ».

Le chef de l'État a tenu ces propos devant ses visiteurs hier, dont le ministre d'État du gouvernement démissionnaire Youssef Saadé, l'ambassadrice des États-Unis, Maura Connelly, le président du Conseil constitutionnel, Issam Sleiman, et le commissaire général de l'Unrwa au Liban, Filippo Grandi.

18/02/2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=3271&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=23&s1=1>

Le chef de la diplomatie libanaise appelle l'ONU à entamer le tracé des frontières maritimes au sud du Liban

Le ministre sortant des Affaires étrangères Ali Chami a adressé un message au secrétaire général de l'ONU l'appelant à inviter la Finul à délimiter la frontière maritime entre le Liban et le régime israélien, et ce à l'instar du travail qui se fait sur la ligne bleue.

M. Chami a souligné que la Finul pourrait avoir recours dans ce cadre à des cartes que le ministère libanais des AE avait remises au secrétariat général de l'ONU.

M. Chami s'est par ailleurs entretenu avec l'ambassadeur d'Italie, Guiseppa Morabito, de la situation dans la région et des derniers développements au Liban, notamment en ce qui concerne la question du prochain gouvernement.

L'ambassadeur a souligné avoir évoqué avec M. Chami le tracé des frontières maritimes au Liban-Sud, notant que le Liban a le droit de profiter de ses ressources pétrolières maritimes et qu'il faut des négociations entre les pays concernés pour parvenir à un tracé des frontières.

Il a également indiqué en réponse à une question que le tracé des frontières maritimes n'est pas inclus actuellement dans le mandat de la Finul.

Le ministre des Affaires étrangères s'est aussi entretenu avec le directeur des projets au PNUD, Seifeddine Abaro, avec qui il a évoqué les préparatifs de la deuxième réunion relative à l'interdiction des bombes à sous-munitions que le Liban accueillera en septembre 2011.

20/02/2011

<http://www2.irna.ir/fr/news/view/line-94/1102190645144815.htm>

b) Israël

N.Raad : Renforts militaires israéliens à la frontière avec le Liban.

Israël a adopté une série de mesures « sécuritaires » sur le terrain à la suite du discours du secrétaire général du Hezbollah Sayed Hassan Nasrallah dans lequel il a menacé de prendre le contrôle de la Galilée, Al Jalil, si l'ennemi israélien envisage une guerre contre le Liban.

Les soldats de l'occupation ont établi des barrages, des réseaux de communications et un système d'alerte précoce à la frontière du Nord. Des chars blindés se sont aussi déployés tout au long de la ligne frontalière, alors qu'un avion de reconnaissance israélien a survolé la région du Sud toute la journée. Du côté libanais, l'armée libanaise et les forces onusiennes (la FINUL) étaient également dans un état de vigilance et une ambulance a été dépêchée en urgence à l'entrée nord du village d'Odeyssah pour prévenir à tout danger.

En ce point, un bulldozer israélien et une pelleuse ont creusé un tunnel et y ont installé un câble de communication s'étendant de la porte de fer jusqu'au lieu des affrontements à Odeyssah ayant eu lieu en aout dernier entre des soldats de l'occupation et l'armée libanaise.

Par ailleurs, une équipe de maintenance a opéré le système électronique et les caméras de surveillance fixées à la frontière.

Une jeep blindée de type Humer s'est positionnée en face du poste de l'armée libanaise à Odeyssah et les soldats de l'occupation ont pointé leurs mitrailleuses en direction du Sud libanais.

De leur côté, des officiers de la FINUL ont visité les lieux alors qu'un hélicoptère des forces onusiennes a survolé la ligne bleue. De sources bien informées on indiqué que cet hélicoptère transportait le commandant général de la FINUL le général Alberto Assarta.

Ces travaux israéliens surviennent après que des inconnus ont volé il y a deux jours une partie du câble électrique installé à la frontière, laissant ainsi une superficie de 3 km² de la zone frontalière avec le village du Ghajar sans aucun contrôle, selon les médias israéliens.

19/2

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=3281&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=23&s1=1>

Barak au Hezbollah: Nous sommes prêts à une nouvelle invasion du Liban.

Le ministre israélien de la guerre Ehud Barak a averti mardi le Hezbollah que l'entité sioniste est prêt à une nouvelle agression militaire contre le Liban si la résistance la provoquerait.

Nous sommes prêts à une "nouvelle invasion du Liban" a-t-il dit.

Barak s'est également adressé aux soldats israéliens, au cours d'une tournée à la frontière Nord d'Israël, les appelant à être prêts à faire face à toute provocation.

La tournée de Barak intervient quelques jours après la chute de Hosni Moubarak, l'un des plus fidèles alliés d'Israël dans la région.

16/02

<http://www.almanar.com.lb> Souleymane à Barak: Nous sommes prêts à riposter à toute agression

2 Politique

a) Libanaise

Joumblatt : le 14 mars a défini ses positions, nous aussi ...

Le chef du PSP, le député Walid Joumblatt a affirmé lors d'une interview au quotidien asSafir que "le 14 Mars a défini ses choix et que nous aussi avons défini nos choix, notant que " la participation de cette équipe au gouvernement est une illusion et une idée fausse".

Joumblatt a ajouté: "Il est nécessaire à ce stade de préciser les choix une bonne fois pour toutes et sans hésitation, car de nombreuses échéances nous attendent, et chaque choix politique a ses exigences, la répartition des postes ministériels n'est pas la question; c'est la définition des choix qui l'est".

"C'est pourquoi a insisté Joumblatt, il faut nous préparer à être une équipe unie derrière une seule vision politique, un tel jeu politique n'a rien de mal "

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?fromval=1&cid=18&frid=18&eid=3311>

2a-3 Sur le terrain

Le Hezbollah menace d'envahir la Galilée

Le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, a exhorté la guérilla libanaise à se tenir prêts à envahir le nord d'Israël.

"Je dis aux saints guerriers de la Résistance islamique d'être prêts pour le jour où, si la guerre nous est imposée, votre commandement vous demandera de contrôler la Galilée", a déclaré le cheikh Nasrallah dans un discours télévisé.

16-02

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110216.FAP5142/le-hezbollah-menace-d-envahir-la-galilee.html>

2a-6 Rafic Hariri.: Tribunal international de l'ONU

Le Hezbollah met en garde contre les complots américains

26/02/2011

Seyyed Hassan Moussaoui, député du Hezbollah libanais, a lancé, samedi, une mise en garde contre les ingérences américaines, dans les affaires de son pays, en particulier, concernant le TSL chargé d'enquêter sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre, Rafic Hariri, tué, au mois de février 2005, dans un attentat, à Beyrouth, a rapporté l'IRNA. «Les Etats-Unis cherchent à porter préjudice au peuple libanais, pour assurer les intérêts d'Israël», a-t-il ajouté. Une source aux Nations Unies, sous couvert d'anonymat, a indiqué que le TSL allait délivrer son premier acte d'accusation sur l'assassinat de Rafic Hariri, le 7 mars prochain. Le deuxième acte d'accusation devrait être publié en mai. Les pistes de cet assassinat, indiquent de nombreux observateurs, mènent au régime israélien.

<http://french.irib.ir/info/moyen-orient/item/109808-libann-le-hezbollah-met-en-garde-contre-les-complots-americaains>

b) Israélienne

2b-2 Des Canons ... pas du beurre.

16-02

Mardi, le ministre israélien de la Défense Ehoud Barak s'est rendu dans le nord de l'Etat hébreu. Il a dit aux soldats israéliens qui y sont postés que le calme régnant actuellement à la frontière israélo-libanaise risquait de ne pas durer.

"Cela ne durera pas toujours et dans certaines conditions, cela pourrait se détériorer", a prévenu Ehoud Barak. "Il serait alors fait encore appel à vous".

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20110216.FAP5142/le-hezbollah-menace-d-envahir-la-galilee.html>

3 Politique internationale

b) Usa (le parrain)

Les grandes manœuvres

Les Etats-Unis avertissent le futur gouvernement Libanais contre tout abandon du TSL.

Nouvelle ingérence américaine dans les affaires internes du Liban, les Etats-Unis mettent garde le Liban de ne pas permettre la formation d'un gouvernement qui ne respectera pas les engagements internationaux, faisant allusion au TSL.

Or, il faut rappeler que le TSL n'est pas un engagement international qui lie Liban, car il n'a pas été ratifié par le président de la République libanaise ni par le Parlement libanais, mais qui n'a vu le jour qu'à travers le chapitre 7 de l'ONU.

L'ambassade des États-Unis à Beyrouth a lancé hier une mise en garde implicite mais claire et à la tonalité particulièrement sévère contre tout gouvernement qui serait tenté de couper les ponts avec le Tribunal spécial pour le Liban.

Un communiqué en ce sens a été publié par l'ambassade à la suite de visites effectuées par l'ambassadrice, Maura Connelly, chez l'ancien président Amine Gemayel et le ministre sortant du Travail, Boutros Harb.

" La nature des rapports qu'entreprendront les États-Unis avec le nouveau gouvernement libanais sera définie à la lumière de la composition de ce gouvernement, de sa déclaration ministérielle et de son comportement ", indique le communiqué.

"La communauté internationale a été très claire en disant attendre du prochain gouvernement libanais qu'il soit à la hauteur de ses engagements internationaux, ce qui comprend la mise en œuvre complète de toutes les résolutions y afférentes du Conseil de sécurité et le soutien aux engagements du Liban à l'égard du TSL ", ajoute le texte.

" L'action du tribunal est essentielle pour la stabilité et la sécurité du Liban. Elle doit donc se poursuivre. Tout gouvernement alléguant d'une représentativité réelle pour tout le Liban prendra conscience de l'impossibilité d'abandonner les efforts du TSL pour mettre un terme à l'ère de l'impunité " dans ce pays, souligne l'ambassade.

10/02/2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=1781&frid=18&seccatid=23&cid=18&fromval=1>

c) Europe

1France

La France de Sarkozy est plus impliquée qu'on ne pourrait le penser dans la déstabilisation du Liban.

Nous portons à votre connaissance l'information révélée le 27 janvier 2011 par le site italien de la revue universitaire de Géopolitique Eurasia. Cette information permet de comprendre que la France de Sarkozy est plus impliquée qu'on ne pourrait le penser dans la déstabilisation du Liban. Elle démontre à quel point l'Élysée est engagé à empêcher la démocratie de fonctionner normalement au Liban. Elle démontre que Nicolas Sarkozy, associé la France, à l'insu de ses citoyens, dans la mise en œuvre du plan criminel élaboré à Tel Aviv et Washington. Plan qui doit conduire, par toutes sortes de manipulations secrètes, à criminaliser une force politique importante au Liban, le Hezbollah, et aboutir à sa liquidation.

<http://www.fischer02003.over-blog.com/article-commission-rogatoire-internationale-66087455.html>

4 Dossier

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

4-1 N.Raad : Sayed Nasrallah: "Nous occuperons la Galilée si l'ennemi nous attaque"

A l'occasion de la commémoration de la journée des dirigeants martyrs du Hezbollah, Sayed Abbas Moussaoui, cheikh Ragheb Harb et Hajj Imad Moughniyé, le Hezbollah a organisé ce mercredi une importante cérémonie à laquelle ont participé des milliers de partisans du Hezbollah, des responsables politiques ainsi que des chefs de partis libanais.

S'exprimant en cette occasion, le secrétaire général du Hezbollah Sayed Hassan Nasrallah a félicité le peuple égyptien pour sa victoire qui a asséné un coup très dur au projet américain dans la région, une victoire qui annonce de changements grandioses dans l'avenir de la nation arabe et islamique. Il a par ailleurs exposé et analysé les craintes israéliennes face aux événements politiques qui font l'effet de séisme pour l'entité sioniste, promettant à cet ennemi de lui infliger de lourdes pertes s'il décide d'agresser le Liban dans l'avenir.

Abordant le dossier politique libanais, le chef du Hezbollah a tenu à assurer que le gouvernement en cours de formation n'est en aucun le gouvernement du Hezbollah.

Voici le texte presque exhaustif du discours de Sayed Nasrallah:

En ce 16 février, nous commémorons une occasion des plus chères dans notre longue vie de combat. Je salue en premier lieu la famille de l'ancien secrétaire général du Hezbollah Sayed Abbas Moussaoui, la famille de sa femme combattante Oum Yasser, la famille de notre cher cheikh Ragheb Harb et la famille du commandant de toutes les victoires hajj Redwane (Imad Moughniyeh).

Cette occasion coïncide avec l'anniversaire de notre prophète et du dernier messenger de Dieu Mohammad ben Abi Abdullah.

L'imam Khomeiny a mis fin au différend entre les musulmans sur la date précise de la naissance du prophète et en a fait une occasion pour célébrer la semaine de l'unité islamique. Je félicite les musulmans dans tout le monde et nous invoquons Dieu pour que nous soyons dans les rangs de vrais fidèles au prophète.

Le 11 février est aussi l'occasion de la victoire de la révolution islamique en Iran, qui a coïncidé cette année avec la réussite de la révolution du peuple égyptien. Le 11 février, c'est la date de la chute de deux grands alliés des Etats-Unis : le shah d'Iran et le président égyptien Hosni Moubarak.

Nous nous réunissons pour commémorer le martyr de nos dirigeants, mais ce n'est pas dans le but de les glorifier. En commémorant leur martyr, nous nous inspirons de leurs bonnes qualités, de leur expérience de résistance et nous renouvelons notre engagement à poursuivre le chemin de la résistance.

L'an dernier, j'ai parlé des points communs au niveau des caractères des trois dirigeants. Cheikh Ragheb et Sayed Abbas étaient les fondateurs du mouvement de la résistance, ils ont déposé sa pierre inaugurale.

Dès les débuts de leur combat jusqu'à leur martyr, ils ne se sont ni lassés, ni désespérés. Ils avaient déployé des efforts immenses et créatifs au profit de cette résistance.

Ces trois dirigeants incarnent toute l'histoire de la résistance. Leur sang s'est complété tout au long de trente ans pour donner aux peuples plus de décision, de force et de confiance en l'avenir. Nos dirigeants ne sont pas des gens non concernés par la situation au Liban. Ils sont les fondateurs de la résistance au Liban, dont à leur tête l'imam Sayed Moussa Sadr, ils font partie du mouvement de la renaissance et de la résistance dans la région.

Les mouvements de résistance auxquels nous faisons partie constituent une riposte normale à l'agression, à l'occupation et aux plans hégémoniques. Les mouvements de résistance n'ont agressé personne et n'avaient jamais de projet de guerre ni de combat. Ils ont été par contre agressés, leurs lieux saints occupés. Ils ont été privés de leur indépendance.

Ces mouvements de résistance étaient la seule garantie de la sûreté et de la stabilité dans nos pays.

Les mouvements de résistance assurent la justice et la stabilité au Liban et dans la région, et il faut qu'il y ait justice dans la région pour qu'il y ait indépendance. La paix basée sur l'injustice ne peut pas être une paix réelle et permanente. Sur cette base, nous poursuivrons notre combat.

Le problème principal dans la région depuis plus de 60 ans a deux faces, la première se résume par la présence de l'entité usurpatrice en Palestine, par le mouvement sioniste qui a déclenché la guerre. Aucun peuple de la région n'a agressé les juifs. Au contraire, les disciples de la religion juive vivaient en paix dans la région depuis des siècles. Les sionistes sont venus en Palestine, ont commis des massacres, détruit les maisons, confisqué les biens, et chassé tout un peuple avec le soutien des pays occidentaux, sans parler de la position arabe en 1948. Ils sont responsables des guerres expansionnistes en Jordanie, en Egypte, et au Liban.

Les mouvements de résistance sont donc une réaction honnête à cette agression et à ces crimes. La logique de la résistance veut que justice soit faite pour aboutir à la stabilité.

Cette justice nécessite de rendre le droit aux propriétaires des maisons qui en possèdent toujours les clés, au retour de millions de réfugiés à leur terre. La justice nécessite de rendre les lieux saints islamiques et chrétiens à leurs propriétaires, que le peuple palestinien établisse son propre Etat dans les frontières historiques, que les criminels de guerre soient traduits en justice. En cas de réalisation de cette justice, la région connaîtra une stabilité sans précédent.

Mais faire des concessions ne peut pas réaliser de paix. Quelle est la réaction de l'administration américaine et des pays européens face au recouvrement des droits aux Palestiniens et à la traduction en justice des criminels de guerre ?

Les pays occidentaux modifient leurs lois pour empêcher le jugement des criminels de guerre sionistes sur leurs terres !

La mission de ce système américain est la protection de ses intérêts économiques, politiques, et sécuritaires dans la région, dont Israël en est le critère.

Le critère du rapprochement ou de la distanciation avec les Etats-Unis dépend des services présentés par tel ou tel système arabe à l'entité sioniste. Si un certain régime défend Israël, les Etats-Unis lui présente des milliards de dollars en contrepartie et que ce régime fasse ce que bon lui semble avec son peuple.

Mais quand il s'agit d'un régime arabe ou islamique qui refuse de signer un compromis honteux avec Israël, celui-ci devient alors soumis à l'embargo, à l'isolement et aux sanctions.

Lors du début du soulèvement de l'imam Khomeiny dans les années 60, une délégation du système sécuritaire du shah lui a rendu visite pour lui fixer trois lignes rouges à ne pas franchir : les Etats-Unis, Israël et la propre personne du shah. Le régime iranien d'autrefois était un régime américain, israélien, et l'imam avait clairement dit dans son premier discours devant la population que l'objectif de son action était de renverser les Etats-Unis en Iran.

Dans les calculs américains, celui qui se trouve dans le camp israélien est dans l'axe du bien, mais celui qui ose s'opposer à Israël se situe dans l'axe du mal.

Le système américain dans la région a semé le désespoir dans les rangs des peuples et lors des années 70, les gens ont senti que le monde est entré dans l'ère israélienne.

Mais la révolution islamique en Iran en 1979 a fait l'effet d'un grand séisme contre les intérêts des Etats-Unis et le régime est devenu une base essentielle pour le soutien du projet de la résistance dans la région.

La Syrie est restée tenace, le peuple palestinien aussi, la résistance libanaise a réalisé une grande victoire avec le temps. Des changements ont eu lieu en Irak et en Afghanistan, mais l'événement principal le plus récent est la chute d'un autre régime pro-américain, celui de Hosni Moubarak.

Certes ce qui s'est passé en Egypte est grand et important dans l'histoire de la région, et nous, dans la résistance islamique, remercions spécialement le peuple égyptien, parce que sa révolution a permis la libération du frère Mohammad Mansour ou Sami Shehab, qui est présent avec nous aujourd'hui. Mansour est accusé de chercher à renverser le régime de Moubarak.

Dans l'avenir, quelles que soient la décision égyptienne sur les accords de paix avec Israël, il faut savoir que l'ère de l'après Moubarak diffère de loin de celle d'avant Moubarak.

Israël sera le plus touché par cette révolution tout comme les Etats-Unis, parce que Hosni Moubarak a des orphelins en

Egypte, en Palestine et au Liban. La région est entrée dans une ère nouvelle. Netanyahu parle d'un séisme dont les effets sont imprévisibles. Les premiers perdants des changements de la région sont les Etats-Unis, Israël, et le système américain, c'est-à-dire tous ceux qui ont lié leur sort à celui des Américains.

Sur le plan israélien, il est clair qu'ils sont ébahis. Tout au long des dernières 20 années, ils ont bâti leurs stratégies sur la présence d'un allié sur le front sud. Ils écartaient tout danger ou confrontation avec l'Egypte, parce qu'ils étaient certains qu'il y aura toujours un gardien fort de leurs frontières.

Ils avaient ainsi transporté plusieurs aéroports et installations du nord et du centre vers le sud de la Palestine occupée.

Ils misaient beaucoup sur la capacité égyptienne de contrôler les frontières avec la bande de Gaza. Et nous savons l'ampleur des pressions exercées par Moubarak sur les Palestiniens pour qu'ils acceptent les miettes israéliennes.

En tout cas tout le monde connaît le rôle de Moubarak dans la guerre contre Gaza et contre le Liban, tout comme beaucoup d'autres régimes qui seront renversés prochainement inshallah.

Certes, Moubarak n'était pas du tout ravi de la victoire de la résistance au Liban. Ce changement est pour Israël très grand, même si l'Egypte ne compte jamais le combattre. Mais la situation en Egypte sera source de craintes permanentes pour Israël. Le ministre de la guerre israélien Barak dit que « toute la région change devant nos yeux, et nous avons vu les changements au Liban, ou le gouvernement est devenu inconfortable pour Israël, comme a eu lieu en Tunisie et en Egypte ».

Barak a ajouté : « La situation en Egypte montre à quel point la région est instable. Nous observons d'autres manifestations dans plusieurs pays arabes ».

De son côté, Ashkenzaï a déclaré : « Le camp radical prend de l'ampleur, et nous sommes prêts à toutes les menaces. Au Liban la situation a changé, la Turquie change, l'Iran est derrière l'armement de plusieurs groupes terroristes dans la région, et les raisons sont dues à la faiblesse du camp modéré de la direction arabe ».

Il y a quelques jours, lors de la cérémonie du départ d'ashkenazi, celui-ci vantait ses exploits tout en reconnaissant ses erreurs au Liban et à Gaza. Il dit : « Le Hezbollah et le Hamas sont deux mouvements de résistance, mais la résistance palestinienne ne peut pas occuper la région du fleuve au sud, et le Hezbollah ne peut pas occuper la Galilée » !

Pendant 20 ans, on disait que c'est Israël qui peut occuper le Liban, mais aujourd'hui en Israël, il y a une grande inquiétude sur les possibilités que le Hezbollah puisse occuper la Galilée.

La première visite du nouveau chef d'état major israélien Bini Gantz, mardi dernier, a eu lieu à la frontière avec le Liban. En cette occasion, Barak a dit aux soldats : « Vous devez être prêts pour entrer au Liban si nous prenons la décision d'une nouvelle invasion dans ce pays ».

Je dis à Barack et à Gantz : « En cette occasion, je m'adresse aux combattants de la résistance pour que vous soyez prêts à prendre le contrôle de la Galilée en cas d'invasion israélienne contre le Liban ».

Autrement dit, il s'agit de libérer al Jalil. Je dis à ashkenazi : « Tu as tort dans tes calculs. Vous avez commis des erreurs en tuant cheikh Ragheb, Sayed Abbas, et hajj Imad, et vous allez réaliser que vous avez commis une grosse erreur en tuant hajj Imad. Vous avez eu tort quand vous avez occupé le pays d'un peuple dont le slogan est depuis toujours : A bas l'humiliation ! Certain Israéliens, scientifiques et réalistes, dont à titre d'exemple un certain Ozi Roubin, expert dans le perfectionnement des missiles Hitz, ont conseillé la direction de l'ennemi : « Le Hezbollah est capable de fermer nos aéroports, nos ports, nos stations d'énergie, nos sites stratégiques, je ne peux qu'espérer que le peuple israélien ait de bons abris » !

Le sang de hajj Imad les tourmente toujours, surtout à l'approche de l'anniversaire de son martyr. Notre décision est toujours inchangée, et nous allons la mettre en application prochainement inshallah, le moment opportun. En faisant face à Israël, nous au Liban, avons instauré la stabilité et la justice. Les mouvements de résistance de toutes les forces libanaises et palestiniennes ont pu récupérer le droit à ses propriétaires.

Ni les nations unies ni les résolutions internationales ne nous ont réalisé cette part de la justice.

L'autre part de la justice est que la plupart de criminels sont morts dans les champs de bataille comme leur ancien chef d'état major Erz Stein, quant à Gantz, il était responsable de l'armée israélienne avant la libération en 2000, chef de l'armée de collaborateurs de Lahd, et directeur des forces armées lors de la guerre de juillet 2006.

Depuis 25 mai 2000 au 16 juillet 2006, le Sud a joui d'une stabilité et d'un calme sans précédent dû à la présence de la résistance. La guerre de 2006 faisait partie d'un scénario contre la région. Mais depuis cette victoire, la stabilité qui règne au sud est protégée par la résistance, l'armée et le peuple. Et c'est ce qui protège le Liban et assure sa stabilité.

Sur le plan libanais, il y a le dossier des armes de la résistance, nous avons été informés dernièrement que le reste des forces du 14 mars vont toujours poursuivre leur guerre sur les armes de la résistance qu'ils qualifient d'illégitimes. Ils ont dit que c'est un différend sur le plan national, et c'est vrai, puisque depuis l'invasion israélienne il y a eu toujours des différends sur le sujet de la résistance.

Au Liban il y a des différends sur le choix de la résistance, et ceci n'est qu'une condamnation pour ceux qui ont assené un coup dans le dos de la résistance, comme lors de l'accord du 17 mai.

On voulait par cet accord obliger le gouvernement libanais à prendre la permission du gouvernement israélien pour pouvoir envoyer un bataillon au sud, mais aujourd'hui grâce à la résistance l'Etat libanais peut envoyer 50000 soldats au sud sans qu'Israël ne puisse dire un mot.

Nous remercions celui qui vient d'avouer que dans les dernières années il mentait en disant que l'arme de la résistance est légitime. Nous ne voulons que personne ne mente à ce sujet. Que tout le monde s'exprime ouvertement.

Quant à la table du dialogue donc, dites moi si elle est toujours valable, puisque nous ne voulons pas fatiguer le chef de l'Etat. Toutefois, nous sommes prêts au dialogue parce que nous avons une logique très solide. Si vous croyez que les communiqués quotidiens peuvent nous affaiblir, vous avez tort. La région change. Observez bien ces changements.

N.Raad

16/02/2011

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=2821&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=23&s1=1>

4-2 L.Mazboudi : Manoeuvre du camp Hariri : va-t'en en guerre contre l'armement du Hezbollah.

« Non ça ne vas plus... non ça n'ira plus... que vous ayez des armements ne veut pas dire que vous avez raison. L'armement peut vous donner la force, mais il ne vous donnera pas la majorité. La majorité est celle qui est issue des bureaux de vote et non de l'armement. La majorité est celle qui s'exprime au parlement sans recours aux armes, la majorité est celle qui est descendu le 14 mars 2005 sans armes pour refuser la tutelle du régime sécuritaire (en allusion à la Syrie avant son retrait) sur notre constitution et notre vie nationale. La majorité est celle qui a décidé de descendre le 14 mars 2011 pour refuser la tutelle de l'armement sur notre constitution et notre vie nationale »

C'est bien la guerre contre l'armement de la résistance qui est déclarée à travers le discours de l'ex-Premier ministre libanais et chef du courant du Futur, Saad Hariri, prononcé lundi, au lendemain d'une rencontre des dirigeants du courant du Futur et de ses acolytes, au cours de laquelle fut annoncée leur décision de ne pas participer au prochain gouvernement de Najib Mikati.

Après avoir essuyé une défaite au parlement, en y perdant la majorité suite à la défection du bloc parlementaire de Walid Joumblatt, et une sortie plutôt déshonorante du gouvernement, la première fois depuis 2005, les subsistants de la coalition du 14 mars sont passés à l'attaque .

D'après le discours de Hariri : la campagne se déclare obsessionnelle : le terme « armement » revient inlassablement, telle « une idée fixe », souvent sans l'attribuer à la résistance.

Curieusement, le discours est rédigé au style direct, à la deuxième personne du pluriel, signe qu'il s'adresse directement au Hezbollah, sans le nommer non plus (signe d'une volonté d'élimination insatiable ??) :

« Vous pensez pouvoir mettre la main sur le pays, et empaqueter les élections au Sud, dans la Bekaa du nord et en Banlieue sud, là où il y a des armes » dit Hariri.

Suggérant que c'est la menace de l'armement qui rallie à la cause du Hezbollah mêmes les régions où se trouve sa base populaire, l'approche peut rendre perplexe.

Mais elle constituera le thème clé de son discours, voire de toute la campagne qui se prépare : l'armement s'est retourné contre les fils du pays !

Dans cet extrait Hariri continue , toujours à la deuxième personne du pluriel : « (vous pensez pouvoir) imposer qui vous voulez comme président du parlement, quand bien même la majorité n'est pas en votre faveur, parce que l'armement est prêt pour être utilisé contre les fils de votre pays, (vous pensez pouvoir) imposer qui vous voulez comme Premier ministre, parce que l'armement est prêt pour être utilisé contre les fils de votre pays, et vous tentez de démolir l'image du président de la république comme vous le faites maintenant, car l'armement est prêt à être utilisé contre les fils de votre pays, et que les Libanais vont dire ça va, parce que l'armement est prêt pour être utilisé contre les fils de votre pays ».

Il en découle le deuxième thème de ce discours : accuser l'armement de la résistance de toutes les crises du pays. Même lorsque les différends proviennent d'un allié du Hezbollah, comme c'est le cas ces jours-ci du débat lancé par le chef du CPL , Miche Aoun sur les prérogatives constitutionnelles du chef de l'état, c'est seulement cet armement qu'il faut stigmatiser !

« Il empoisonne tout...il a été mis sur la table du Conseil des ministres et est toujours prêt à être utilisé contre les fils de votre pays », laisse entendre Hariri, sous-entendant toutefois un refus entêté d'admettre les erreurs de ses politiques et alliances locales et internationales.

Bien entendu, ce dernier ne manque pas de rappeler, quand bon lui semble, et comme preuve à l'appui l'évènement du 7 mai 2008, coupé de son contexte, sans allusion à la décision qui le précéda, ni aux attaques armées perpétrées initialement par ses partisans.

Force est de constater aussi que dans son va-t'en guerre contre cet armement, Hariri prend le soin de ne jamais renier son rôle face à l'ennemi israélien. « Notre problème n'est pas l'armement de la résistance contre l'ennemi externe qui n'est pas libanais, pas arabe et qui est israélien » dit le fils Saad tout au début de son allocution.

Il semble soucieux de ne pas paraître devant son public faire l'affaire de l'ennemi Israéliens.

Il préfère en revanche attaquer par fausses accusations interposées, suggérant que cet armement a changé de cap en se retournant vers l'intérieur, ou en semant le doute sur ses réels objectifs, « vous prenez le pays vers un axe régional, qui n'est ni en lien avec le Liban ni avec l'arabité, et que les Libanais réfutent », argue-il. Inspirant que son n'est plus d'affronter Israël, mais d'être au service d'un projet régional, en l'occurrence iranien !!

Pour les connaisseurs, la rhétorique adhère aux allégations propulsées par les Israéliens et leurs amis occidentaux et arabes pour affaiblir le camp de la résistance et de la persistance contre Israël.

Elle montre que Hariri et compagnie ont décidé d'aller au bout de la confrontation contre le Hezbollah.

Sous peine même de couper définitivement les ponts avec lui.

L.Mazboudi

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=5033&cid=18&fromval=1&frid=18&seccatid=23&s1=1>

4-3 Soraya Hélou : La peur a changé de camp.

Une fois de plus, le secrétaire général du Hezbollah a créé l'événement, renversant la donne et semant le doute et le trouble chez les Israéliens et leurs alliés occidentaux. En leader qui manie à merveille l'art de la communication, sayed Hassan Nasrallah a lancé sa bombe médiatique entre deux paragraphes de son discours, en réponse aux menaces israéliennes et aux déclarations d'Ehud Barak appelant ses soldats à se tenir prêts car ils pourraient être appelés à occuper le Liban de nouveau. Sayed Nasrallah n'a pas attendu longtemps et sa réponse est venue, prenant de court les Israéliens. Il a ainsi annoncé que si "Israël" déclenche une agression contre le Liban, cette fois, les moujahidins s'approprieraient à libérer la Galilée. C'est la première fois depuis la création de l'entité israélienne que la guerre pourrait donc se dérouler en territoire palestinien occupé. Autrement dit, la peur a changé de camp et les agresseurs sont réduits à se défendre. C'est une véritable révolution, non seulement dans l'attitude libanaise par rapport à l'entité sioniste, mais aussi dans l'approche du monde arabe par rapport à cette même entité.

Les Israéliens l'ont d'ailleurs bien compris, puisqu'ils en étaient réduits suite au discours de sayed Nasrallah à la peur totale, au point que leurs responsables, en tête le Premier ministre Benyamin Netanyahu, ont été contraints à rassurer leur population en lui affirmant que l'armée est en mesure de la défendre. Ils ont été aussi obligés de modifier leur politique à l'égard des discours de sayed Nasrallah qui depuis quelque temps étaient occultés par les médias israéliens.

En lançant sa bombe médiatique, sayed Nasrallah a obligé les responsables israéliens à lui répondre et à être en position de défense, alors que depuis des années, ils sont ceux qui menacent les Arabes et les peuples de la région. Sans parler du fait que la déclaration du sayed relative au conflit israélo-arabe a été diffusée en boucle sur les chaînes de télévision israéliennes.

Pour le secrétaire général du Hezbollah, cette déclaration s'inscrit toutefois dans la pure logique de ses discours précédents. Mais en bon stratège, il étudie très minutieusement la dose à donner à chaque fois, de manière à ne jamais dévoiler tous ses secrets et à monter crescendo dans l'attitude par rapport à l'entité israélienne. Il a ainsi commencé par rassurer les Libanais sur d'éventuelles attaques israéliennes, puis il a établi une équation d'égalité en déclarant qu'aux immeubles détruits au Liban correspondront des immeubles détruits en Palestine occupée, au bombardement de l'aéroport de Beyrouth, la résistance répondra par le bombardement de l'aéroport Ben Gourion etc. Et hier, il a été encore plus loin établissant une nouvelle équation: à une nouvelle attaque, c'est par une libération de la Galilée que la résistance ripostera.

Les mots sont d'ailleurs choisis avec soin pour bien montrer que la résistance ne se transformera pas en agresseur, mais ira plus loin dans la reconquête des droits arabes. Même si ce cas de figure ne doit pas se concrétiser, -ce qui signifierait que

l'équilibre de la terre fonctionne à merveille et qu'"Israël" a vraiment peur des moujahidins du Hezbollah- sayed Nasrallah a déjà remporté une victoire psychologique sur l'ennemi. Il a aussi montré l'étendue de sa crédibilité même auprès de ses ennemis, qui, en dépit de leur habitude des discours ronflants arabes, ont très vite compris que ce que dit cet homme a une autre portée et une autre dimension. A toutes ses autres victoires, sayed Hassan Nasrallah doit aussi ajouter celle-ci, et toutes les tentatives d'une poignée de petits caïds de quartiers pour le ramener à leur dimension en cherchant à l'entraîner dans les ruelles sombres de la crise libanaise, n'y changeront rien. Sayed Nasrallah s'est imposé au fil des années comme un leader charismatique et crédible, dont les dimensions dépassent les frontières libanaises et celles du monde arabe. C'est d'ailleurs pourquoi ses ennemis sont aussi à l'échelle internationale. Il voit grand et tous les militants de la dignité et des droits dans le monde le voient grand

La peur a bel et bien changé de camp.

[Soraya Hérou](#)

Vendredi 18 février 2011

[Article publié sur Résistance islamique au Liban](#)

Source : Fadwa Nassar

[4-1 Rafik Chekkat ; Grand Moyen-Orient, Guerres ou Paix ? Plaidoyer pour une révolution arabe.](#)

Journaliste et militant politique en Algérie, Hocine Belalloufi a signé en 2008 un essai « prémonitoire » autour de l'actualité d'une nouvelle révolution arabe, que vient spectaculairement remettre au goût du jour les événements en cours en Tunisie, au Yémen et en Egypte. En même temps que cette

impopularité croissante des régimes arabes corrompus et autoritaires, la recrudescence des agressions impérialistes dans la région du « Grand Moyen-Orient » (GMO) (guerre du Liban en 2006, l'invasion de Gaza fin 2008), le retour à une forme de domination directe (Afghanistan, Irak), la poursuite de la colonisation en Palestine ainsi que les menaces à l'encontre des régimes jugés « récalcitrants » (Iran, Syrie) remettent à l'ordre du jour la nécessité d'une résistance de tous les peuples de cette région. L'auteur pose d'emblée ce qui constituera la problématique de son ouvrage : « *confrontés à l'agression américaine qui entend ramener la région à l'ère tribale, que doivent faire les peuples du GMO ?¹* », et met aussitôt le lecteur en garde contre l'idée (simpliste) que l'alternative qui s'offrirait à ces peuples se limiterait à un choix entre la voie dite « *moderniste* » incarnée par les régimes dictatoriaux ou celle des « *islamistes* » et de leur « *aventurisme ethnici* ». Pour l'auteur, « *ces deux voies ont beau s'opposer sur de nombreux points, elles n'offrent aucune perspective de libération réelle aux peuples de la région* ». L'idée qui traversera constamment le livre est qu'une autre alternative est possible. En prenant au sérieux le projet américain de GMO – contrairement à l'attitude qui prévaut chez de nombreuses personnes en France, qui n'y voyaient que l'expression du verbiage de G.W. Bush et de son administration néoconservatrice – l'auteur estime que la résistance acharnée que provoque ce projet réactive objectivement la perspective d'une « *nouvelle révolution arabe* ».

Guerre du Liban de l'été 2006 : leçons politiques et raisons d'une victoire

Cette « 6^e guerre israélo-arabe » présente un grand intérêt stratégique : le succès de la résistance libanaise a permis de jeter « *les bases d'une stratégie alternative à celle des régimes arabes et des islamistes – qui s'attaquent tous deux à leurs peuples* ». Pour autant, de nombreuses questions ont surgi au sein du camp « démocratique » et anti-impérialiste dans le monde arabe et au-delà (Europe, Etats-Unis) au sujet de la résistance libanaise et de sa principale force politique, le Hezbollah. Ce dernier est-il un « *parti islamiste* » ? La résistance libanaise est-elle « *islamiste* » ? Quelle attitude les forces progressistes et anti-impérialistes doivent-elles adopter face à cette résistance et face au « *parti de Dieu* » ? L'auteur répondra tour à tour à ces questions en s'attardant sur la troisième, qui présente pour lui un enjeu stratégique majeur. S'il qualifie le Hezbollah de parti islamo-nationaliste, la résistance libanaise n'en devient pas pour autant islamiste car « *le caractère politique de la résistance libanaise découle (...) de l'objet même de son combat et non de la nature de sa direction ou de sa composante sociale majoritaire* ». En s'opposant à l'invasion et aux incessantes agressions israéliennes, ainsi qu'aux projets des puissances impérialistes (principalement américaine, française et européenne), « *la résistance libanaise possède un caractère national et anti-impérialiste* ». Les raisons de la victoire de la résistance libanaise – dont nombre de forces politiques arabes feraient bien de s'inspirer – sont, selon H. Belalloufi, dues *a*) à la justesse de l'orientation de cette résistance, *b*) à l'habileté politique du Hezbollah (dont le discours est resté constamment et exclusivement politique), *c*) à la volonté des masses libanaises, *d*) au côté relativement « *démocratique* » du régime libanais ainsi qu'à la faiblesse de celui-ci. Bien qu'entamée sur le plan militaire contre Israël, la bataille sur le plan interne se fera sur le terrain politique, opposant le camp pro-impérialiste du bloc du 14 Mars à celui de l'opposition (dont le Hezbollah est l'un des éléments majeurs). La capacité de cette opposition « *à être candidate au pouvoir sur un programme national, démocratique et social sera déterminante pour l'avenir du pays du Cèdre et de son peuple* ».

Contre les éradicateurs précoces de tous bords

L'auteur revient au passage sur le « prisme algérien » adopté par de nombreux « progressistes » – spécialement en France – qui consiste à assimiler le FIS au Hezbollah et à ainsi qualifier la résistance libanaise de confessionnelle. Les conséquences d'une telle assimilation sont désastreuses, car « *en refusant de prendre parti pour la résistance libanaise sous prétexte qu'elle serait islamiste, [certaines anti-islamistes, démocrates ou non] renvoient dos à dos le colonisateur et le colonisé, le fort et le faible. Ils aident ainsi indirectement l'agresseur en privant l'agressé de leur soutien* ». La même assimilation est opérée entre le FIS et la résistance « *islamique* » palestinienne du Hamas et du Djihad islamique, deux organisations qui sont des « *composantes du mouvement de libération nationale* », contrairement au FIS qui est un « *parti fasciste* », qui n'a pas hésité à retourner ses armes contre son propre peuple. S'il nous semble pertinent de rappeler les différences profondes de nature entre les organisations précitées et le FIS, qualifier ce dernier de « *parti fasciste* » nous semble problématique,

dans la mesure même où le fascisme renvoie précisément à une forme de gouvernement qui cherche à résoudre par la force et la violence une crise profonde et structurelle d'une économie capitaliste avancée. Or, tel n'était assurément pas le cas de l'Algérie de la fin des années 80 et du début des années 90.

La question de l'union étant centrale pour les forces progressistes, il convient de mener la réflexion en évitant les visions unilatérales consistant à « *refuser l'unité d'action avec les forces islamistes libanaises ou palestiniennes qui combattent réellement Israël et l'impérialisme sous prétexte qu'ailleurs, ou en d'autres circonstances politiques, l'islamisme représente l'ennemi principal du peuple* », ou à « *ignorer le caractère d'ennemi de l'islamisme* » sous prétexte que l'ennemi principal est Israël ou l'impérialisme. L'auteur estime donc nécessaire de combattre idéologiquement et politiquement – de façon certes secondaire, mais permanente – les idées fausses et dangereuses des « *partis islamistes* », et de s'organiser de façon indépendante, voire de se défendre lorsque l'on est attaqué par eux. Sur ce point précis, l'utilisation un peu trop vague par H. Belalloufi du terme d'« islamisme », participe elle-même à cette entreprise – qu'il dénonce pourtant – de confusion des esprits en cours en Europe et aux Etats-Unis, où le terme est uniformément utilisé pour désigner des formations politiques n'ayant que très peu à voir les unes avec les autres. Plus encore, tout ce qui a trait de près ou de loin à l'Islam finit par être qualifié d'« islamiste », terme dont la connotation est immédiatement péjorative en France, par exemple, étant donné le surinvestissement idéologique dont fait l'objet cette religion.

Crise de la domination impérialiste du GMO ?

Comme nous l'avons déjà souligné, l'auteur prend au sérieux le projet américain de remodelage du GMO, qui sous couvert de lutte contre le « terrorisme », entend imposer une *pax americana* en écrasant les régimes jugés récalcitrants ainsi que les mouvements politiques opposés à Washington et à son allié israélien. Citant la fameuse phrase de Lénine pour qui l'impérialisme est bien le temps des guerres et des révolutions, H. Belalloufi place ce concept d'impérialisme au cœur de son analyse politique de la région ; avec les Etats-Unis à sa tête, l'Union Européenne, Israël et la quasi-totalité des régimes arabes, le camp impérialiste, en dépit des contradictions qui le traversent, considère le régime iranien comme son principal ennemi.

Bien qu'il n'existe pas à ce jour d'alternative crédible à leur domination, les composantes de ce camp impérialiste seraient entrées en crise. Parmi d'autres facteurs, la résistance libanaise lors de la « 6^e guerre israélo-arabe » aurait entraîné un affaiblissement des régimes arabes pro-impérialistes, qui « *se sont ainsi démasqués aux yeux de leurs propres opinions publiques qui ont pu constater que ce qui manquait le plus à leurs dirigeants, pour résister victorieusement à l'armée israélienne et lui infliger des pertes sérieuses, ce n'étaient pas des armes ou une prétendue suprématie aérienne, mais la volonté politique, arme que l'on trouve pourtant en abondance au sein des masses arabes* ». Malgré le maintien d'une posture offensive et en raison même de celle-ci, les bases mêmes de la domination impérialiste dans la région – et celle des régimes arabes en premier lieu – se trouvent sapées, élargissant ainsi le spectre des résistances.

Luttes de libération nationale et luttes démocratiques et sociales

Les trois fondements de la nouvelle révolution arabe sont constitués par

- 1) l'alliance existante entre le sionisme et l'impérialisme, qui fait d'Israël le premier et principal pilier de la domination impérialiste dans la région,
- 2) le retour à une forme de domination militaire directe, comme le montrent les occupations de l'Afghanistan et de l'Irak, et enfin par
- 3) le triomphe des régimes réactionnaires arabes. **A propos de ces derniers, l'auteur relève à juste titre que leur caractère autoritaire présente l'avantage de conférer « spontanément aux luttes sociales une dimension politique, ce qui constitue un puissant facteur de conscientisation des masses »**. En effet, toute revendication sociale, même minimale (par exemple contre la "vie chère") se transforme en revendications contre le manque de libertés (d'expression, d'association, syndicale etc.) et par conséquent en critique du régime en place et de ceux qui en sont à la tête.

Les différentes formes de domination impérialiste (directe ou via des bourgeoisies *compradores*

locales), ainsi que les menaces qui pèsent sur certains régimes impliquent une diversité des formes de résistance des peuples de la région. Lutttes de libération nationale et lutttes démocratiques et sociales participent donc toutes deux à la résistance à la domination impérialiste dans la région. Revenant sur la situation particulière des trois Etats dits « voyous » - Soudan, Syrie et Iran – H. Belalloufi relève que ce dernier est « celui qui s'oppose le plus systématiquement à la politique des Etats-Unis et de l'Union européenne dans la région », faisant de Téhéran le « verrou politique et militaire ultime que les impérialistes voudraient voir sauter afin d'asseoir définitivement leur domination sur la région ». A l'instar de ce qui a été dit précédemment au sujet du Hezbollah, l'auteur n'ignore pas les questions que ne manque pas de soulever – notamment en France – la qualification du régime iranien de réactionnaire et d'anti-impérialiste. A l'appui des travaux de Lénine et Trotsky, H. Belalloufi rappelle qu'**anticapitalisme et anti-impérialisme sont loin d'être synonymes** et « des forces petite-bourgeoises, voire bourgeoises peuvent, dans certaines conjonctures historiques, s'opposer à l'impérialisme tout en défendant le capitalisme ou, plus exactement, pour mieux le défendre dans leur pays ». Le débat en cours sur l'attitude à adopter face au régime iranien doit donc éviter le double écueil de ne prendre en considération que le côté réactionnaire de ce régime et d'oublier par là même son opposition à l'impérialisme, à Israël et aux Etats arabes pro-impérialistes, ou à l'inverse d'occulter totalement le caractère antipopulaire du régime iranien, pour ne souligner que son opposition à l'ennemi principal qu'est l'impérialisme.

Dialectiques de la nouvelle révolution arabe

L'ancienne stratégie de la révolution arabe, élaborée par l'aile gauche de la résistance palestinienne, privilégiait l'option d'une guerre populaire de longue durée contre l'Etat sioniste, afin de tirer avantage du nombre d'habitants et de la profondeur géographique du monde arabe. Une telle stratégie eut pour conséquence de menacer « directement les régimes arabes pro-impérialistes (Jordanie, Liban...), mais aussi les régimes progressistes (Egypte, Syrie...) qui préféraient passer un compromis avec Israël et l'impérialisme plutôt que d'assumer jusqu'à ses ultimes conséquences un affrontement avec eux ». **En cherchant à faire coïncider l'agenda de la révolution arabe avec son propre calendrier, et en privilégiant excessivement le combat armé au détriment du combat politique et social, la stratégie adoptée par la révolution palestinienne conduisit à un échec.** Pour autant, l'auteur concède que « dans les conditions où elle se trouvait objectivement placée, la résistance palestinienne pouvait difficilement adopter une autre stratégie que celle de la guerre populaire prolongée par laquelle elle concrétisait l'interaction subjective de la révolution palestinienne et de la révolution arabe, dont le fondement objectif reposait sur l'alliance de l'impérialisme, du sionisme et de la réaction arabe ».

Mais alors qu'elle semblait durablement bloquée, la poursuite de la colonisation de la Palestine, le triomphe des bourgeoisies réactionnaires arabes et le retour à une domination directe de l'impérialisme vont créer les conditions d'une renaissance de la révolution arabe. Il s'agit dès lors de prendre la mesure des échecs passés et du nouveau contexte historique.

Centralité de la révolution palestinienne

Elle est induite par les relations mêmes existant entre l'impérialisme et le sionisme : « toute la politique régionale des grandes puissances mondiales, à commencer par celle des Etats-Unis, repose sur le primat absolu de la sécurité d'Israël et le caractère indiscutable de la domination de cet Etat colonial, raciste et expansionniste ». L'Afghanistan et l'Irak sont certes occupés à l'heure actuelle, mais cette occupation revêt un caractère provisoire et n'est pas conçue pour le long terme, contrairement à ce qui se produit en Palestine.

S'agissant de la question de savoir sur quelle proportion du territoire de la Palestine mandataire devait porter la libération, l'auteur estime que ce sont « Israël et son parrain américain qui rendent possible, à long terme, la libération de toute la Palestine ». Parmi les principaux facteurs qui tendent vers une telle perspective, se trouvent l'incapacité de la « démocratie israélienne » à intégrer en son sein les citoyens « Arabes israéliens », le refus obstiné d'Israël de voir érigé un Etat palestinien réellement indépendant et de restituer les terres conquises au détriment de la Syrie et du Liban, ainsi que le soutien inconditionnel apporté à Israël par les « grandes puissances » et le retour de celles-ci à une politique de domination directe ou de menaces d'intervention militaire. **A ne vouloir rien céder, l'auteur estime qu'Israël court le risque de tout perdre.** N'ignorant ni l'extrême déséquilibre des

forces en présence, ni le reflux d'une conscience anti-impérialiste dans le monde arabe et ailleurs, H. Belalloufi reproche aux défaitistes arabes de mettre constamment en avant le caractère irréversible de la colonisation de la Palestine. Il estime à juste titre que toute l'expérience historique milite contre un tel défaitisme car « *la colonisation ne devient irréversible que si et seulement l'un des deux aspects de la contradiction colonisateur-colonisé est éliminé* ».

Caractère inégal et combiné de la nouvelle révolution arabe

Comme l'ancienne, la nouvelle révolution arabe a pour principal ennemi le système de domination impérialiste. Mais les peuples du GMO se trouvent également confrontés à des « ennemis secondaires » presque aussi redoutables : les régimes et forces politiques menacés par l'impérialisme, qui tout en lui résistant, oppriment parallèlement leurs peuples. Face à eux, « *il convient d'éviter soigneusement toute approche unilatérale qui ne prendrait pas en considération le caractère contradictoire de ces régimes* » et d'adopter en conséquence une politique dialectique. La nouvelle révolution arabe possède donc un caractère national et anti-impérialiste, qui fait que « *son programme politique – programme de mobilisation et non projet de société – ne vise pas la destruction du capitalisme, l'abolition de l'exploitation et de la propriété privée des moyens de production* ». **Mettre uniquement en avant les revendications du socialisme et du pouvoir ouvrier constitue donc un déni de la réalité, celle de l'oppression impérialiste.** H. Belalloufi invite néanmoins à rompre avec le nationalisme arabe qui renverrait à l'image d'une « nation arabe » mythique ou aurait régné l'unité et la prospérité avant que le colonialisme n'advienne. Ce dernier, en étant le « *vecteur d'un capitalisme qui bouleversa les sociétés arabes et engendra des résistances sociales et politiques en leur sein, créa les conditions matérielles de l'émergence d'États-nations modernes et renforça la formation de consciences nationales différenciées n'ayant rien d'artificiel* ». L'auteur en conclut donc que « *confrontés au même système de domination impérialiste, les peuples de la région n'ont pas besoin d'une perspective d'unification nationale dans le cadre d'un seul et même État pour constater que leurs luttes sont interdépendantes* ». Malgré cette interdépendance, le caractère inégal et combiné de la domination impérialiste « *exclut d'emblée, au stade actuel de la confrontation, tout type de stratégie globale et uniforme du genre de la guerre populaire prolongée* ». Parallèlement, « *les Palestiniens n'ont pas à attendre de changements préalables dans l'ensemble du monde arabe pour déterminer le contenu, les formes et les rythmes de leur combat* ». Cinquante ans après le mouvement de décolonisation, le GMO est aujourd'hui mûre pour une nouvelle tentative de libération !

[Rafik Chekkat](#)

24 février 2011

Source : www.contretemps.eu

1 Sauf mention, toutes les citations sont extraites du livre de Hocine Belalloufi.

<http://www.michelcollon.info:80/Grand-Moyen-Orient-Guerres-ou-Paix.html>.

5 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

5-1 Claude Imbert au Liban : « Je suis un petit peu menteur ».

Alain Gresh

Tout le monde s'en souvient. Claude Imbert, fondateur de l'hebdomadaire *Le Point*, déclare sur LCI (24 octobre 2003) : « *Je suis un petit peu islamophobe.* »

Les propos n'avaient pas suscité, à l'époque, beaucoup de réactions, sauf celle de Daniel Schneidermann (« *L'islamophobie d'un patriarche* », *Libération*, 31 octobre 2003).

Imbert signe un éditorial dans *Le Point* du 3 février 2011, intitulé « *Cassandre au Liban* ».

Il commence ainsi :

« Dans ces révoltes ou révolutions arabes, au sort encore énigmatique, nous interrogeons aussi notre avenir. Mais un autre pays riverain délivre, ces jours-ci, son message sur le proche, trop Proche-Orient. Il faut l'écouter. Au Liban, la corde se resserre sur l'un des derniers vestiges chrétiens de la région. Victime écartelée entre

l'Occident et l'aire musulmane arabo-persique, le Liban fait, ainsi, sur ses remparts de Tyr, entrer Cassandre. Elle ne prophétise rien de bon. »

De quoi parle-t-il ?

De la chute du gouvernement de Saad Hariri au Liban, qui a annoncé des « jours intranquilles ».

La crise tourne autour du Tribunal spécial pour le Liban (TSL), créé pour juger les assassins de Rafic Hariri, tué le 14 février 2005 (lire, dans *Le Monde diplomatique* de février, « Beyrouth dans les rets du Tribunal spécial »). Ce tribunal, selon de nombreuses fuites, devrait inculper des membres du Hezbollah ; ce parti dénonce une justice au service des Etats-Unis et d'Israël, et demande au futur gouvernement libanais de rompre ses relations avec le TSL. Il a obtenu, dans le respect de la Constitution, la chute du gouvernement Hariri et la nomination d'un nouveau premier ministre, M. Najib Mikati.

On peut, bien sûr, avoir différentes appréciations sur cette crise. On peut y voir, comme l'écrit Imbert, une manœuvre des chiites et de l'Iran :

« ... le Hezbollah chiite vient donc de mettre en souplesse la main sur le Liban. Et sans les affres d'une guerre civile qui a déjà fait, ici, 140 000 victimes [il n'évoque évidemment pas les milliers de personnes tuées lors des guerres israéliennes contre le Liban, notamment celle de 1982]. Voilà seulement trente ans, nul n'aurait parié sur un tel essor de la communauté chiite, qui était celle des démunis. Mais, aidé par l'argent iranien, le Hezbollah, parti de Dieu, a consolé les pauvres, mis de l'ordre, soigné et construit. Il s'est armé et surarmé. Il a harcelé Israël de ses roquettes, résisté à l'expédition punitive de l'Etat juif et est devenu héros de l'islam. Installé au pouvoir, le Hezbollah peut désormais emberlificoter le tribunal de tous les "Satan, juifs, Américains, Français"... La partie n'est pas terminée, mais Téhéran prend la main. »

Mais sa conclusion est :

« Pour le Liban chrétien et sunnite qui a vu échouer les médiations saoudienne, qatarienne et turque, la pilule est amère. Pour Israël, qui craint, dans la succession de Moubarak, quelque avenir islamique acharné à sa perte, la mainmise du Hezbollah ajoute à sa crispation d'assiégé. Washington dort mal depuis les rébellions de Tunis et du Caire. Mais les sunnites pétroliers voient déjà dans le chiisme "iranisé" du Hezbollah un cauchemar en marche. Cassandre, au Liban, raconte l'avenir... »

Le Liban chrétien ? Petit mensonge par omission de Claude Imbert : il « oublie » que le Hezbollah est allié au Courant patriotique libre (CPL) de Michel Aoun, qui représente la moitié des chrétiens. C'est que ce petit détail met à bas son raisonnement ; alors, il vaut mieux mentir « un petit peu ».

Alain Gresh

Source : Les blogs du Diplo

11 février

<http://blog.mondediplo.net/...>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19